

Après la catastrophe au Japon, quelle politique énergétique

André Chassaing

Intervention prononcée à l'occasion d'une rencontre sur les questions énergétiques organisée le 9 mars 2011 par le PCF.

Je voudrais introduire mon intervention par plusieurs interrogations concernant les engagements indispensables en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, avant de revenir sur les exigences qu'elles impliquent en lien avec la catastrophe nucléaire au Japon et à ses répercussions sur les enjeux énergétiques.

Quelques éléments de constat sur l'ampleur du défi de société, si nous voulons lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

Notre biosphère a une capacité de recyclage et d'assimilation de 3 milliards de tonnes équivalent carbone chaque année, soit environ 500 kilogrammes par terrien et par an. Ce sera naturellement moins en fonction de la progression du nombre d'habitants.

Pour compenser les excès d'émissions passées, qui influencent le climat d'aujourd'hui et celui de demain pour plusieurs décennies au moins, l'objectif à se fixer pour 2050, si l'on veut respecter les recommandations du Groupe d'expert Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), devraient être de l'ordre de 250 kilogrammes annuels d'émission de CO₂ par habitant.

Il faut prendre en compte à sa juste mesure cet objectif quand en moyenne, je dis bien en moyenne, avec toutes les limites qu'une moyenne implique, un résident français émet 2 tonnes de CO₂ par an.

Cela impose pour notre pays de réduire de plus de 85 % ses émissions de CO₂, alors que nous ne sommes pas parmi les pires élèves des pays industrialisés, et alors que les seules émissions liées à l'activité agricole correspondent à elles seules à ce niveau moyen. Le développement d'une agriculture écologiquement intensive, que nous souhaitons, ne permettra pas d'obtenir une réduction significative.

Pour tenir cet objectif, la France, vers 2050, ne devrait tout simplement plus utiliser d'énergie carbonée pour toutes ses activités industrielles, de transports, ou résidentielles.

Il faut aussi replacer cet objectif à l'échelle mondiale avec des pays qui ont des consommations moyennes

beaucoup plus importantes. Je pense notamment aux États-Unis, au Japon, ou à certains pays européens. Il faut aussi mesurer l'impact de la forte croissance des émissions des pays en développement, notamment de la Chine, de l'Inde et du Brésil.

D'ores et déjà, et en préalable à tout débat sur une politique énergétique, une première question s'impose. Où en sommes-nous dans la mise en place de politiques pour faire face aux changements climatiques ?

Après le fiasco du sommet de Copenhague, le sommet de Cancun devait être un moment clé pour se donner des moyens et des outils pour atteindre l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 2°C, recommandé par le GIEC, au-delà duquel, je le répète, certaines conséquences ne sont plus maîtrisables.

Deux voies devaient faire l'objet de négociations à Cancun. La plus fondamentale en terme de respect des objectifs du GIEC, c'est-à-dire la définition d'engagements contraignants de limitation des émissions, a tout simplement été repoussée, voire catégoriquement rejetée par plusieurs grandes puissances. Je rappelle que tout cadre contraignant pour prolonger les engagements de réduction du protocole de Kyoto, qui se terminent fin 2012, a été rejeté et remis aux calendes grecques ! D'autant plus que ces objectifs de Kyoto pour les pays de l'annexe 1, n'ont pas été atteints pour l'essentiel de ces pays.



Ces mêmes pays ont donc concentré les débats sur la deuxième voie, celle des mesures non contraignantes concernant les pays pauvres.

Le bilan de ces négociations, quelle que soit l'appréciation médiatique souvent flatteuse qui en est faite, est, dans les faits, un échec majeur et un acte d'irresponsabilité dramatique pour les générations futures que portent les grandes puissances!

De mon point de vue, cette situation appelle trois constats :

Premier constat : en rejetant hors de la négociation leurs propres renoncements, la teneur des débats de Cancun illustre à merveille la stratégie d'évitement des responsabilités environnementales des grandes puissances. Or, la responsabilité des pays industrialisés et des pays aujourd'hui les plus émetteurs est centrale pour atteindre cet objectif, avec des engagements qui portent sur des réductions, je viens de le dire précédemment, de l'ordre de 85 % de leurs émissions par rapport à 1990.

Nous sommes pour l'instant très loin du compte, que ce soit pour les perspectives à court terme comme à moyen terme.

D'autre part, le contenu sémantique des négociations climatiques traduit de plus en plus clairement ce renoncement. Ainsi on parle aujourd'hui beaucoup plus « d'adaptation », « d'atténuation » et de « compensation », que de « lutte contre le réchauffement » ou de « réduction des émissions ». Ce vocabulaire et cette stratégie d'attente ne sont pas neutres!

Le second constat rejoint le premier: ce qui ressort des négociations internationales, c'est un véritable glissement qui s'opère vers un système non contraignant, tout particulièrement pour les principaux pays émetteurs. Ce glissement laisse toujours plus le soin au seul marché et aux principaux agents économiques et financiers de régler l'enjeu climatique, sur la base de leur éthique, de leur morale et de leur responsabilité en matière d'intérêt général climatique! Nous avons là le plus sûr moyen de nous écarter des objectifs de réduction prônés par le GIEC.

Après Copenhague et Cancun, la conférence de Durban, fin 2011, poursuivra sans nul doute sur le même chemin du renoncement. Un jour pourtant, il faudra bien régler le passif!

C'est donc un avenir toujours plus sombre qui se dessine pour tous les réfugiés climatiques, pour les plus pauvres sur notre planète, qui subissent déjà les conséquences au quotidien de l'irresponsabilité des plus riches!

Il faut dire que le « capitalisme du désastre » de Naomi Klein ne conçoit aucune entrave à son extension à tous les secteurs. Il ne voit plus dans la négociation climatique qu'un nouveau moyen d'enrichir son arsenal spéculatif par des outils de marché: extension des marchés carbone, techniques de compensation financière des émissions de CO₂, systèmes de notification et de vérification fondés sur le seul concept de « bonne gouvernance »...

Le troisième constat, ce sont les implications qu'entretient aujourd'hui ce glissement, ce traitement libéral de l'enjeu climatique.

D'une part, il entretient beaucoup d'illusions sur la prise en compte réelle des enjeux environnementaux, climatiques et énergétiques, et repousse hors de son champ de vision les véritables défis.

D'autre part, il n'anticipe pas et ne prépare pas aux transitions nécessaires, tant en terme de recherche énergétique, industrielle, agricole et forestière qu'en terme de gestion des ressources naturelles et des biens communs de l'humanité. Au contraire, il accélère des mécanismes particulièrement pervers, je pense notamment aux délocalisations et à l'externalisation dans d'autres pays des émissions de GES liés aux processus de production, avant réimportation sur de longues distances des productions à destination des pays riches. Il favorise l'émergence rapide de filières de production dont les bilans en terme d'efficacité énergétique et climatique sont catastrophiques (agrocarburants, développement anarchique de certaines productions « renouvelables »...)

Enfin, il permet d'occulter les responsabilités du système économique lui-même à l'échelle mondiale, entretenant ainsi ce que j'appelle « l'illusion écologique libérale ».

Il est chaque jour plus urgent de revoir la copie, en portant des voies réellement novatrices en terme de réduction d'émissions, de réglementation, de changement de modes de production, mais qui remettent en cause la domination économique et financière des grandes puissances. J'avais eu l'occasion, au lendemain du sommet de Cancun, de rappeler combien les conséquences de l'activité humaine sur le réchauffement climatique sont tributaires d'un système économique, le capitalisme, et combien ce système privilégie en réalité des mécanismes économiques et financiers, des modes de production et de consommation incompatibles avec l'ambition de réduire les émissions de CO₂, et plus généralement de préserver l'environnement.

C'est sur cette problématique générale que doit s'ouvrir un grand débat sur la question énergétique.

Dans ce contexte général, l'accident survenu à la centrale de Fukushima suscite naturellement de grandes inquiétudes. S'il a servi d'abord de sujet médiatique palpitant pour des jugements rapides, je pense qu'il doit servir, comme ce soir, plus globalement, à nous interroger sur notre avenir énergétique.

Les choix qui nous concernent, en lien étroit avec la question climatique, ne se limitent d'ailleurs pas à un cliché dépassé entre le nucléaire et la bougie, mais à des choix décisifs concernant notre mode de développement, notre capacité à réduire drastiquement nos consommations énergétiques tout en satisfaisant les besoins essentiels, à lutter contre la précarité énergétique et garantir un accès à l'énergie pour les plus pauvres.

Quatre exigences fondamentales :

La première, c'est l'indispensable retour sur les accidents nucléaires, notamment en s'interrogeant sur les bénéfices et risques de cette technologie tout au long de son cycle de production, en y incluant davantage la question des ressources disponibles, mais aussi sur la tutelle exercée par la logique marchande et la recherche de profit dans la mise en œuvre de cette technique.

La sécurité et la sûreté de l'énergie nucléaire, qu'on se place à l'échelle nationale ou internationale, doit être

une priorité absolue qui exige une maîtrise publique et une totale transparence. Je pense naturellement à des questions urgentes qui tiennent aux dérives actuelles que connaît la filière de production électrique nucléaire, avec le recours croissant à la sous-traitance, à des exigences de rentabilité et de cession de production à des sociétés privées dans le cadre de la concurrence imposée par la loi NOME...

Nul n'est par ailleurs en mesure, aujourd'hui, d'affirmer avec certitude si oui ou non la recherche et les évolutions technologiques peuvent permettre sur le long terme de sécuriser davantage la production d'énergie nucléaire, si oui ou non ces recherches et ces évolutions permettront de traiter efficacement les déchets radioactifs.

La seconde exigence porte sur deux aspects complémentaires. D'une part, nous ne devons pas concentrer tout le débat énergétique sur la place et l'opportunité ou non du développement de l'énergie nucléaire. D'autre part, il faut évaluer si le nucléaire ne contribue pas, dans notre pays, à occulter ces trois piliers fondamentaux que sont les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Il faut rappeler que l'énergie nucléaire ne représente que quelques pourcents de la consommation énergétique mondiale. C'est dans ce contexte que les propos de l'économiste Eloi Laurent prennent tout leur sens : « Nous sommes à l'aube de 30 ans de transition énergétique, de 30 ans de nouveaux scénarios. On a largement le temps de trouver d'autres scénarios plus efficaces, moins risqués et qui nous amèneront aussi sûrement vers un monde bas carbone. »

Je pense notamment aux travaux qui se sont multipliés sur la sobriété et l'efficacité énergétiques, avec les ambitions du « Facteur 4 » ou les suggestions du scénario Négawatt. Beaucoup de propositions méritent notre attention, d'autres semblent plus difficiles à mettre en œuvre, et doivent être mises en relation avec la réalité des temps longs nécessaires à l'adaptation des logements, des processus de production, des outils de production, des modes de consommation, et plus largement des modes de vie...

Il faut également porter une analyse très précise sur tous les effets d'inertie en matière de consommation énergétique, dans tous les secteurs, comme il faut analyser sereinement les désormais fameux « effets rebond » qui, sous prétexte de consommation plus vertueuse de certains biens, encouragent en réalité des surconsommations de ressources non renouvelables ou rares dans les cycles de production.

Enfin, la place des énergies renouvelables et leurs incidences en terme d'économies réelles d'émissions de GES tout au long de leur cycle de vie, ne doivent être ni minorées, ni idéalisées, dans le cadre d'une transition énergétique. Là aussi l'ambition d'une maîtrise publique doit être clairement posée, alors que jusqu'à présent le développement des renouvelables s'inscrit pleinement dans une logique marchande et de rentabilité à court et moyen terme, sans évaluation publique suffisante sur les bénéfices et les inconvénients énergétiques et environnementaux.

Le défi d'une réelle transition énergétique, très économe en carbone, doit replacer tous ces éléments dans

l'analyse globale. Quels que soient les scénarii envisageables, et quels que soient les scénarii énergétiques envisagés pour satisfaire aux impératifs climatiques, nous aurons besoin de réorienter profondément les critères de financement des investissements et de gestion des entreprises, en substituant aux critères de rentabilité des critères sociaux et environnementaux, en lien avec de nouveaux droits et pouvoirs des salariés et des citoyens.

La troisième exigence tient à la gestion des ressources naturelles disponibles pour la production énergétique, à leur exploitation à bon escient, en fonction de critères de justice sociale à l'échelle planétaire, avec pour horizon l'épuisement des ressources fossiles conventionnelles, mais aussi des ressources nécessaires à la fission nucléaire.

Là aussi, l'essentiel de l'exploitation de ces ressources se fait aujourd'hui pour satisfaire les besoins des pays du Nord et des grandes puissances, le plus souvent au détriment de l'intérêt des peuples.

L'intérêt collectif, et les principes de gestion de ce qu'il faut considérer comme des « biens communs », doivent à mon sens primer pour conduire cette exploitation raisonnée de ces ressources pour satisfaire aux besoins essentiels de l'humanité, et non de quelques uns, en particulier de quelques super-riches.

La quatrième exigence, c'est l'urgence sociale et démocratique qu'impose le traitement des problématiques énergétiques et climatiques. Il faut assurer l'information, la participation et l'implication du plus grand nombre sur ces sujets.

C'est une condition indépassable pour satisfaire aux objectifs que nous nous fixerons tous ensemble, et pour que les politiques publiques qui seront conduites dans un futur proche soient pleinement partagées et ne conduisent pas à plus d'injustices.

J'ai conscience que cette exigence n'est pas la plus aisée, tant les inégalités sociales devant l'accès à l'énergie, comme devant l'information et la participation aux grands débats sur les enjeux d'avenir, sont grandes.

Les questions énergétiques, comme toutes les problématiques environnementales, ne doivent pas être réservées à quelques spécialistes, qu'il s'agisse d'experts institutionnels ou de responsables d'ONG, car ce sont avant tout des questions sociales qui impliquent des choix politiques, de société et, je dirai, de civilisation.

C'est à ce grand débat, et sans a priori, avec des approches sans aucun doute contradictoires, qu'ont appelé le Parti communiste et le Front de Gauche. Il faut maintenant réussir à le traduire dans le pays comme à l'échelle internationale. ■

